

Hazan et la police

Du bolchevisme au post-modernisme

Décidément, du côté de la place de la République, à Paris, rien ne nous est épargné, pas même des remontées nauséabondes de l'idéologie de Lénine, en la personne de Hazan, le maître d'œuvre des éditions de « La Fabrique ». La façon dont il aborde la question de la police et critique le cri des insoumis « Tout le monde déteste la police ! » est caractéristique de la reprise, sans la moindre distance, des conceptions étatistes du bolchevisme qui présidèrent à la constitution de l'Internationale communiste, dès 1920. Léninisme tardif amalgamé, comme c'est le cas dans bon nombre d'ouvrages publiés à « La Fabrique », aux idéologies post-modernistes à la mode : le foulcaldisme saupoudré de deleuzo-guattarisme, pour reprendre l'expression utilisée par Mandosio dans « Longévité d'une imposture, Michel Foucault », concernant les rédacteurs de la revue « Tiquin » et leurs successeurs dans « L'appel », « L'insurrection qui vient », etc.

L'article de Hazan incriminé, « Sur la police, une opinion minoritaire », est publié sur « Lundi matin », site dans la lignée de la purée idéologique signalée dans le paragraphe précédent. L'article a déjà mis en colère pas mal de révoltés qui, du côté de la place de la République et ailleurs, n'en sont pas restés aux prouesses citoyennes sponsorisés par quelques « fakirs » et autres illusionnistes des spectacles politico-culturels à la mode. Révoltés qui ont fait ou refait connaissance avec la police, chargée de leur rappeler qui détient « le monopole légitime de la violence », à savoir le pouvoir d'Etat. Mais, au-delà du simple rejet de l'article de Hazan, il me semble essentiel de comprendre que sa position ne constitue pas quelque incartade personnelle. Elle est au contraire caractéristique du citoyennisme, du moins de celui qui est présenté sur le marché des idées comme porteur de radicalité, en particulier sur « Lundi matin ».

L'argumentaire de Hazan repose, à première vue, sur le « bon sens » : dans toutes les tentatives insurrectionnelles, à commencer par la prise de la Bastille, il y a eu des défections, des fraternisations, voire des mutineries au sein des formations armées chargées d'assurer la pérennité de la propriété et de l'Etat. Je pourrais moi-même multiplier les exemples. Ainsi, l'une des composantes des insurrections en Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale, ce fut la mutinerie de marins mobilisés dans la Kriegsmarine qui s'en prirent au corps des officiers et à celui des gendarmes maritimes hais. Hazan « oublie » déjà de souligner que les insubordinations auxquelles il peut faire référence étaient en général liées à la conscription, à l'époque où, dans des Etats comme la France, le mythe de « l'armée du peuple » était encore vivace et où la discipline de caserne était considérée comme l'antichambre de la discipline d'usine. Conditions qui ont pour l'essentiel disparu avec la fin de la conscription et la multiplication des corps de mercenaires étatiques et para-étatiques, et, de façon générale, avec la modernisation du capital et de l'Etat.

Mais, dans la foulée de Lénine, Hazan utilise l'histoire des révoltes d'hier pour justifier, aujourd'hui encore, l'injustifiable : à savoir la tactique inaugurée par le Parti communiste, qui visait à prendre le pouvoir, y compris par la violence, ou pour le moins, qui tentait de paralyser les détenteurs du pouvoir, voire d'en retourner, pour ouvrir quelque brèche qu'il puisse utiliser à son bénéfice. D'où le rôle attribué par Lénine à l'utilisation des contradictions, réelles ou supposées, au sein de l'appareil d'Etat, y compris au sein de la police, et les compromis qu'il préconisait avec telle ou telle fraction du pouvoir en place. « L'action en direction de l'armée, de la marine, de la police est de la plus haute importance ; depuis la grande guerre impérialiste les gouvernements ont pris peur de l'armée populaire et ont eu recours à tous les procédés imaginables pour constituer des unités militaires avec des éléments spécialement triés parmi la bourgeoisie... en vue de traquer les communistes. » (« Les tâches principales de l'Internationale communistes » 1920.) Hazan qui, comme toujours, ne renie pas son principal maître à penser, recycle ce qu'affirmait Lénine contre les prétendus « gauchistes » que de telles thèses révoltaient : « Ici et maintenant, si nous signifions à la police que nous la détestons en bloc, nous ne faisons que souder ses rangs et nous rendons sa défection plus difficile, plus improbable. Or ses rangs sont moins homogènes, moins serrés que peuvent le laisser penser les lignes de boucliers... Pourquoi ne pas être

intelligents ? Pourquoi ne pas nous tenir au courant des mouvements de ras-le-bol qui couvent en ce moment dans la police, ne pas leur signifier que nous les soutenons ? Minoritaires, ces mouvements, ces sections syndicales oppositionnelles, ces cas isolés ? Minoritaires dans une police qui vote FN à 50 % ? Oui, et alors ? Ne sommes nous pas nous aussi minoritaires ? Et depuis quand attendons-nous qu'un mouvement soit majoritaire pour le soutenir ? Enfonçons des coins dans les contradictions, évitons les mots d'ordre qui soudent l'adversaire en une masse indifférenciée. Crier "Tombez les casques, la police avec nous !", c'est préparer notre victoire. »

De telles propositions tactiques destinées à « préparer notre victoire », celle du « parti imaginaire » sans doute, sont dignes de celles avancées par Lénine dans la « Maladie infantile du communisme, le gauchisme ». Elles n'ont de sens que pour des idéologues adeptes de la prise du pouvoir, peu importe ici la forme qu'elle prenne : dictature du parti, assemblées de citoyens souverains, réseaux horizontaux prétendument opposés à l'organisation verticale en parti, etc. Bref, la conception léniniste de l'utilisation des contradictions au sein du pouvoir apparaît toujours en filigrane dans les propos de Hazan. Elle est amalgamée, comme déjà souligné, aux idéologies qui affirment que la critique du pouvoir pris dans sa totalité est obsolète, mais que nous devons nous préoccuper de la multiplication des micro-pouvoirs particuliers, ou supposé tels, présentés, qui plus est, par nos post-modernistes, comme les expressions de rapports de force réversibles en fonction des circonstances. Ce qui amène, mine de rien, à évacuer la question essentielle, celle de la subversion du monde de l'exploitation et de la domination, celle de la négation du pouvoir en tant que tel, au bénéfice de propositions illusives et réformistes : la mise en place, en quelque sorte, de jeux de société, à entamer avec les institutions elles-mêmes. Telles sont les « boîtes à idées » communes, pour reprendre l'horrible expression de Foucault, utilisées par les « intellectuels engagés » qui pérorent, à la suite de Hazan, sur « Lundi matin » : les Lordon, Quadrupani, Colson et autres beaux parleurs. Tous sont adeptes, en guise de marchandises de substitution à des activités subversives qu'ils croient dépassées, de l'extension d'« affirmations partielles » à travers les « jeux de pouvoir », pour paraphraser Deleuze. En ce sens, leurs conceptions sont compatibles avec le léninisme affiché de Hazan, y compris en ce qui concerne l'attitude à adopter envers la police.

Dans « Lundi matin », les « intellectuels engagés » annoncent d'ailleurs la couleur dans leur appel grotesque : « Pourquoi nous soutenons la jeunesse ». Bien entendu, l'époque n'est plus à l'affirmation de la prise du pouvoir d'Etat par le prétendu parti révolutionnaire. La page est tournée. Mais leur contestation de la politique au sens traditionnel, c'est-à-dire de celle des partis, n'est pas suffisante pour rompre avec le monde de la politique, partie intégrante de celui du capital et de l'Etat, même lorsque l'action politique est pensée et réalisée par les contestataires eux-mêmes, y compris sous des formes impertinentes, voire insupportables et contraignantes pour les institutions. C'est elle que les idéologues post-modernistes, dans la foulée de Negri, appelaient déjà en Italie « le politique », à titre de prétendue transgression révolutionnaire de la « politique » traditionnelle. Dans leur appel, les auteurs recyclent ainsi le mythe négriste du « blocage des institutions », à commencer par les « mairies », puis « les conseils régionaux », etc, ici à partir des « places occupées », utilisées comme des « bases » pour généraliser « les actions de rue » et aboutir au « blocage du pouvoir politique », voire à la « destitution du gouvernement » ! Mais qui pose la question de la destitution des actuels gestionnaires du pouvoir d'Etat pose en réalité, sans le dire, celle des futurs locataires de l'Elysée qui leur succéderont. C'est à l'aune de tels appels politiques, dans le fond sinon dans la forme, que nous pouvons juger du degré de « radicalité » réelle de sites « rebelles » comme « Lundi matin », ainsi que celui de leurs organisateurs et de leurs supporters, dans les rues et ailleurs. Alors même que les politiciens les plus démagogues, à gauche de la gauche officielle, participent en sous-main à l'organisation de spectacles de rue comme celui installé place de la République car ils y voient, à juste titre, la plus parfaite expression de la neutralisation préventive des possibilités de révolte effective ! ■

Julius
Avril 2016
julius75@free.fr